

Tendances et pratiques clés en matière de DCTR

Nazar Paradivskyy

Thomson Reuters , directeur des affaires réglementaires

GENA, vice-présidente du groupe de travail sur les politiques publiques et la conformité

OpenPeppol, leader de la communauté CTC



Principaux enseignements de la situation actuelle

Adoption motivée par les impôts

La plupart des initiatives DCTR ont été introduites principalement pour réduire l'écart fiscal indirect, souvent sans tenir compte des processus commerciaux existants ou en évolution.

Approches fragmentées

Les pays ont déployé des modèles hétérogènes avec une coordination minimale. Cela a augmenté les coûts de mise en conformité et limité les possibilités de réutilisation, d'interopérabilité et d'harmonisation transfrontalière.



Dernières tendances et pratiques en matière de DCTR

Conception alignée sur les objectifs commerciaux

Les décideurs politiques reconnaissent de plus en plus que la facturation électronique est un processus métier essentiel. Les cadres de contrôle des transactions commerciales (DCTR) évoluent donc vers une approche complémentaire, et non

Création de valeur multi-agences

Les données générées par le DCTR s'avèrent utiles bien au-delà de l'administration fiscale, soutenant la surveillance macroéconomique, les interventions ciblées, la politique environnementale et d'autres objectifs du secteur public.

Modèles décentralisés

Les gouvernements délaissent les plateformes monolithiques et centralisées au profit d'écosystèmes modulaires où les prestataires du secteur privé améliorent l'évolutivité, l'innovation et la résilience.

Interopérabilité internationale

Les pays adoptent des normes communes de facturation électronique afin de permettre des flux de données numériques sécurisés et de faciliter des échanges transfrontaliers plus efficaces.

Développement au-delà de la facture

Bien que la facture reste le premier document généralement enregistré par les DCTR, les nouvelles implémentations incluent de plus en plus les bons de commande, les documents de transport, les mises à jour de statut et les paiements, créant ainsi une vue plus complète pour les administrations publiques.

Gouvernance des données plus stricte

Le renforcement des exigences en matière de sécurité et de souveraineté accroît le besoin d'infrastructures, mais aussi leur complexité. Des approches harmonisées permettraient de réduire les obstacles opérationnels pour les gouvernements et les entreprises.